8 IV 1959
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 13 février 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel réglant l'octroi des bourses d'études aux élèves de l'Ecole supérieure de navigation de l'Etat et de l'Ecole de navigation de l'Etat, a donné le 18 mars 1959 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e februari 1959 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit tot regeling van de toekenning van studiebeurzen aan leerlingen van de Rijkshogere zeevaartschool en van de Rijkszeevaartschool, heeft de 18e maart 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté tend à fixer le montant ainsi que les conditions d'octroi des bourses d'études en faveur des élèves des écoles de navigation de l'Etat. Il trouve son fondement légal dans l'article 12 de la loi du 11 juillet 1957, aux termes duquel le Roi, ou le Ministre des Communications délégué à cette fin, détermine l'importance des bourses d'études à accorder aux élèves de l'enseignement maritime. L'arrêté royal du 7 février 1958 portant organisation de l'enseignement maritime de l'Etat a, en son article 55, chargé le Ministre des Communications de déterminer le montant et l'importance des bourses d'études. Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat que si le projet concerne uniquement les élèves des écoles de navigation de l'Etat, c'est que, dans le domaine de la navigation, il n'existe que des établissements d'enseignement de l'Etat.

Selon l'article 54 du même arrêté royal du 7 février 1958, les bourses d'études consistent soit dans la gratuité totale ou partielle de la pension, soit dans l'allocation d'une somme à titre d'intervention dans les frais d'études, d'uniforme ou de trousseau.

Le projet ne règle que l'octroi de ces dernières bourses d'études alors que, d'après les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, la gratuité totale ou partielle de la pension devrait être accordée aux mêmes conditions et suivant les mêmes modalités que celles qui sont prévues pour l'octroi de bourses d'études en espèces. Un nouvel article 8 est proposé afin de remédier à cette lacune.

.../...

Au préambule, il y a lieu de viser les articles 54 et 57 de l'arrêté royal du 7 février 1958.

Aux articles 1er, 5 et 7, il y a lieu, conformément à l'article 57 de l'arrêté royal du 7 février 1958, d'ajouter aux mots "année scolaire" les mots "(du) cours ou (de la) période consacrée à l'amarinage".

L'article 3 du projet prévoit que les bourses d'études seront accordées suivant les critères établis par l'arrêté royal du 12 avril 1955. Il reprend à cet effet la distinction faite par cet arrêté royal entre les élèves de l'enseignement secondaire et les élèves de l'enseignement supérieur non universitaire. Or, cette distinction a été supprimée par l'arrêté royal du 15 mai 1957. Un texte nouveau est proposé pour cet article.

Afin de rendre le texte conforme à l'article 56 de l'arrêté royal du 7 février 1958, il y a lieu de remplacer à l'article 6: "... la moitié des points pour la conduite et le zèle ..." par: "... la moitié des points pour la conduite et l'application". De plus, au lieu de: "examen ... de fin d'année", il faut lire: "examen ... de fin d'études".

L'article 7, dans la mesure où il habilite le directeur général de l'Administration de la marine à décider l'allocation d'une bourse d'études, est contraire à l'article 56 de l'arrêté royal du 7 février 1958 aux termes duquel le Ministre des Communications

.../...

accorde les bourses d'études. Comme suite à cette remarque, le délégué du Gouvernement a proposé d'omettre cet article et de prévoir à l'article 8, qui deviendra l'article 7, que l'élève qui, sans motif légitime, ne se présente pas à l'examen, n'a plus droit à une bourse d'études s'il se fait réinscrire pour l'année scolaire suivante.

Le texte ci-après tient compte des observations faites ci-dessus. Il comporte en outre des modifications de pure forme qui ne nécessitent aucun commentaire :

ARRETE MINISTERIEL REGLANT L'OCTROI DES BOURSES D'ETUDES AUX ELEVES DE L'ECOLE SUPERIEURE DE NAVIGATION DE L'ETAT ET DE L'ECOLE DE NAVIGATION DE L'ETAT.

Le Ministre des Communications,

Vu l'arrêté royal du 7 février 1958 portant organisation de l'enseignement maritime de l'Etat, notamment les articles 54, 55, 56 , 57 et 58, modifié par l'arrêté royal du 25 février 1959;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

.../...

A R R E T E :

Article 1er.-

Le montant maximum des bourses d'études qui peuvent être octroyées en espèces par élève régulier ou libre inscrit à l'Ecole supérieure de navigation ou à l'Ecole de navigation, est fixé comme suit, selon le cas, par année scolaire, cours ou période consacrée à l'amarinage :

- pour les élèves embarqués à bord de navires-école pour leur amarinage : 6.300 francs;

- pour les élèves qui suivent les cours en vue de la formation des officiers de pont au long cours : 4.500 francs;

- pour les élèves qui suivent les cours en vue de la formation des officiers mécaniciens et des officiers électriciens : 6.300 francs;

- pour les élèves qui suivent les cours en vue de la formation des officiers de pont au cabotage :
  pour la première année d'études 5.400 francs
  pour la deuxième année d'études 4.500 francs;

- pour les élèves qui suivent les cours en vue de la formation de personnel de pont subalterne, de personnel de cuisine et de personnel de cabine pour la marine marchande : 4.500 francs.

.../...

Dans des circonstances exceptionnelles des montants plus élevés peuvent être accordés ; ceux-ci ne peuvent toutefois pas dépasser le double des montants fixés pour chaque catégorie.

Article 2.-

La demande d'une bourse d'études est faite par le candidat boursier ou, s'il est mineur, par son représentant légal ou par toute personne physique ou morale s'engageant à prendre les frais à sa charge. Cette demande est adressée au directeur de l'école, dans le délai d'un mois après le commencement des cours.

Article 3.-

Les bourses d'études sont accordées aux conditions fixées par les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 13 de la loi du 19 mars 1954 instituant un Fonds national des études.

Article 4.-

Le montant de la bourse d'études fixé par le Ministre est réduit au prorata du nombre de mois où le bénéficiaire a, sans motif légitime, été absent de l'école. Une année scolaire entière est comptée pour neuf mois.

.../...

Article 5.-

La bourse d'études est payée à la fin de l'année scolaire, du cours ou de la période consacrée à l'amarinage, à la personne qui a supporté les frais d'études du bénéficiaire.

Article 6.-

La bourse d'études n'est octroyée qu'à condition que le bénéficiaire ait obtenu au moins la moitié des points pour la conduite et l'application et qu'il ait réussi l'examen de passage ou de fin d'études.

Article 7.-

L'élève qui n'a pas réussi l'examen de passage ou de fin d'études ou qui, sans motif légitime, ne s'est pas présenté à l'examen, n'a plus droit à une bourse d'études s'il se fait réinscrire pour l'année scolaire, le cours ou la période consacrée à l'amarinage suivants.

Article 8.-

Les bourses d'études consistant dans la gratuité totale ou partielle de la pension sont allouées aux mêmes conditions et suivant les mêmes

.../...

modalités que celles qui sont prévues par le présent arrêté pour l'allocation de bourses d'études en espèces.

Le directeur général de l'Administration de la marine peut surseoir au recouvrement du montant de cette pension jusqu'au moment où il aura été statué sur l'octroi de la bourse.

Article 9.-

Le montant de la bourse est diminué de celui du prêt octroyé en exécution de l'article 58 de l'arrêté royal du 7 février 1958.

Bruxelles, le

Het ontwerp-besluit strekt tot vaststelling van het bedrag en de voorwaarden van toekenning der studiebeurzen ten behoeve van leerlingen der Rijkszeevaartscholen. Het vindt zijn rechtsgrond in artikel 12 van de wet van 11 juli 1957, luidens hetwelk de Koning of de daartoe gemachtigde Minister van Verkeerswezen de omvang van de studiebeurzen voor leerlingen uit het zeevaartonderwijs vaststelt. Artikel 55 van het koninklijk besluit van 7 februari 1958 tot inrichting van het zeevaartonderwijs van de Staat, heeft de Minister van Verkeerswezen gelast de omvang en het bedrag van de studiebeurzen vast te stellen. Uit aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt, dat het ontwerp alleen op leerlingen van Rijkszeevaartscholen betrekking heeft omdat inzake zeevaart alleen Rijksonderwijsinrichtingen bestaan.

Volgens artikel 54 van hetzelfde koninklijk besluit van 7 februari 1958 bestaan de studiebeurzen hetzij in het geheel of gedeeltelijk vrijstellen van kostgeld, hetzij in het toekennen van een bijdrage in de kosten van studie, uniform of uitzet.

Het ontwerp regelt alleen de toekenning van deze laatste studiebeurzen, ofschoon, volgens de uitleg van de gemachtigde der Regering, de gehele of gedeeltelijke vrijstelling van kostgeld zou moeten worden toegekend onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde regelen als gelden voor de toekenning van studiebeurzen in geld. Om in deze leemte te voorzien, wordt een nieuw artikel 8 voorgesteld.

.../...

In de aanhef behoort te worden verwezen naar de artikelen 54 en 57 van het koninklijk besluit van 7 februari 1958.

Overeenkomstig artikel 57 van het koninklijk besluit van 7 februari 1958 voege men in de artikelen 1, 5 en 7, na het woord "schooljaar" de woorden "leergang of periode gewijd aan de amarinage" in.

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt, dat de studiebeurzen zullen worden toegekend volgens de bij het koninklijk besluit van 12 april 1955 vastgestelde criteria Zoals dit koninklijk besluit maakt het dan ook een onderscheid tussen leerlingen uit het secundair onderwijs en leerlingen uit het niet-universitair hoger onderwijs. Het koninklijk besluit van 15 mei 1957 heeft dit onderscheid echter opgeheven. Voor dit artikel wordt een nieuwe tekst voorgesteld:

Ter wille van de overeenstemming met artikel 56 van het koninklijk besluit van 7 februari 1958 vervange men in artikel 6 van de Franse versie de woorden : "... la moitié des points pour la conduite et le zèle ..." door : "... la moitié des points pour la conduite et l'application". In dezelfde versie vervange men:"examen ... de fin d'année" door: "examen ... de fin d'études".

.../...

Inzover artikel 7 de directeur-generaal van het zeewezen machtigt om over het toekennen van een studiebeurs te beslissen, is het in strijd met artikel 56 van het koninklijk besluit van 7 februari 1958, luidens hetwelk de Minister van Verkeerswezen de studiebeurzen toekent. Ingevolge deze opmerking heeft de gemachtigde van de Regering voorgesteld, dit artikel te schrappen en in artikel 8, dat dan artikel 7 wordt, te bepalen dat de leerling die zich zonder geldige reden niet voor het examen meldt en zich voor het volgende schooljaar opnieuw laat inschrijven, niet langer aanspraak heeft op een studiebeurs.

De hierna voorgestelde tekst houdt met deze opmerkingen rekening. Hij bevat ook wijzigingen die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven.

MINISTERIEEL BESLUIT TOT REGELING VAN DE TOEKENNING VAN STUDIEBEURZEN AAN LEERLINGEN VAN DE RIJKSHOGERE ZEEVAARTSCHOOL EN VAN DE RIJKSZEEVAARTSCHOOL.

De Minister van Verkeerswezen,

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 1958 tot inrichting van het zeevaartonderwijs van de Staat, inzonderheid op de artikelen 54, 55, 56, 57 en 58, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1959;

.../...

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

Het maximumbedrag van de studiebeurzen die in geld kunnen worden toegestaan ten voordele van regelmatige of vrije leerlingen die aan de Hogere Zeevaartschool of aan de zeevaartschool zijn ingeschreven, wordt, naar gelang van het geval, per schooljaar, leergang of periode gewijd aan de amarinage, vastgesteld als volgt :

- voor leerlingen ingescheept aan boord van opleidingsschepen voor hun amarinage : 6.300 frank ;

- voor leerlingen die leergangen volgen tot vorming van dekofficieren ter lange vaart : 4.500 frank ;

- voor leerlingen die leergangen volgen tot vorming van officieren-werktuigkundigen en officieren-electriciens : 6.300 frank;

- voor leerlingen die leergangen volgen tot vorming van dekofficieren ter kustvaart :
  voor het eerste studiejaar : 5.400 frank
  en voor het tweede studiejaar : 4.500 frank ;

.../...

- voor leerlingen die leergangen volgen tot vorming van lager dekpersoneel, keuken- en kajuitpersoneel voor de koopvaardij : 4.500 frank.

In uitzonderlijke gevallen kunnen hogere bedragen worden toegekend, maar nooit meer dan het dubbel van de voor elke categorie vastgestelde bedragen.

Artikel 2.-

De aanvraag om een studiebeurs wordt gedaan door de kandidaat-beursstudent of, zo hij minderjarig is, door zijn wettige vertegenwoordiger of door enig ander natuurlijk of rechtspersoon die zich verbindt de kosten op zich te nemen. De aanvraag wordt binnen de termijn van een maand na de aanvang van de lessen aan de directeur van de school gezonden.

Artikel 3.-

Studiebeurzen worden toegekend onder de voorwaarden bepaald in de koninklijke besluiten die genomen zijn ter uitvoering van artikel 13 van de wet van 19 maart 1954 houdende instelling van een Nationaal Studiefonds.

.../...

Artikel 4.-

Het door de Minister vastgestelde bedrag van de studiebeurs wordt verminderd naar rata van het aantal maanden dat de beursstudent zonder geldige reden uit de school afwezig is gebleven. Een vol schooljaar wordt voor negen maanden gerekend.

Artikel 5.-

De studiebeurs wordt op het einde van het schooljaar, de leergang of de aan amarinage gewijde periode uitbetaald aan degene die de studiekosten voor de begunstigde heeft gedragen.

Artikel 6.-

De studiebeurs wordt alleen toegekend op voorwaarde dat de begunstigde ten minste de helft van de punten voor gedrag en vlijt heeft behaald en voor het overgangs- of eindexamen is geslaagd.

.../...

Artikel 7.-

De leerling die niet slaagt voor het overgangs- of eindexamen of zich zonder geldige reden niet voor het examen heeft gemeld, en zich opnieuw laat inschrijven voor het volgende schooljaar, de volgende leergang of de volgende aan amarinage gewijde periode, kan niet langer aanspraak maken op een studiebeurs.

Artikel 8.-

Studiebeurzen die bestaan in gehele of gedeeltelijke vrijstelling van kostgeld, worden toegekend onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde regelen als dit besluit voorschrijft voor de toekenning van studiebeurzen in geld.

De directeur-generaal van het Bestuur van het zeewezen kan de invordering van het bedrag van dit kostgeld uitstellen totdat over het toekennen van de beurs is beslist.

Artikel 9.-

Van het bedrag van de beurs wordt afgetrokken het bedrag van de lening welke is toegestaan ter uitvoering van artikel 58 van het koninklijk besluit van 7 februari 1958.

Brussel, de

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. A. DEPONDT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. DEPONDT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) J. SUETENS.